

Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Trois-Rivières

Code géographique : 37067

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nathalie Cournoyer, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Trois-Rivières pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

Signature

Nathalie Cournoyer

Date

2020-05-14

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Trois-Rivières,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **VILLE DE TROIS-RIVIÈRES** (Ville), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019, les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés» du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1, S23-2 et S23-3, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés, exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés, prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés, au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés, représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Ville pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Ville, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Mallette S.E.N.C.R.L.

Mallette S.E.N.C.R.L., Société de comptables professionnels agréés

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no : A111750

Trois-Rivières, Canada, 2020-05-14

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	205 236 925	205 404 715	199 098 570
Compensations tenant lieu de taxes	2	14 661 622	14 925 467	13 158 404
Quotes-parts	3	1 548 112	874 728	994 957
Transferts	4	37 791 468	48 976 906	48 449 671
Services rendus	5	34 775 542	35 588 540	33 843 367
Imposition de droits	6	7 889 550	9 329 507	7 365 694
Amendes et pénalités	7	6 002 000	6 203 837	6 407 314
Revenus de placements de portefeuille	8	1 096 050	2 037 671	1 493 289
Autres revenus d'intérêts	9	2 423 365	2 826 450	2 659 111
Autres revenus	10	13 178 627	11 543 192	16 406 558
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	324 603 261	337 711 013	329 876 935
Charges				
Administration générale	14	32 777 805	31 588 347	29 746 712
Sécurité publique	15	50 506 841	50 749 578	49 442 100
Transport	16	66 690 042	68 279 065	64 518 019
Hygiène du milieu	17	56 746 837	63 155 379	57 044 473
Santé et bien-être	18	3 699 542	6 408 251	9 185 401
Aménagement, urbanisme et développement	19	19 769 700	21 784 999	19 731 379
Loisirs et culture	20	58 583 774	59 630 031	56 740 792
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	12 984 195	12 584 248	12 306 002
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	301 758 736	314 179 898	298 714 878
Excédent (déficit) de l'exercice	25	22 844 525	23 531 115	31 162 057
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		701 455 411	669 860 093
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		(340 888)	92 375
Solde redressé	28		701 114 523	669 952 468
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		724 645 638	701 114 525

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	78 400 529	67 661 351
Débiteurs (note 5)	2	129 134 410	126 700 054
Prêts (note 6)	3	2 721 485	2 443 997
Placements de portefeuille (note 7)	4	302 308	284 633
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	858 619	858 619
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	211 417 351	197 948 654
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	16 002 000	11 940 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	66 461 787	64 039 039
Revenus reportés (note 12)	12	32 993 808	23 760 253
Dette à long terme (note 13)	13	403 788 431	394 532 098
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	11 316 000	12 457 000
	15	530 562 026	506 728 390
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(319 144 675)	(308 779 736)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	1 023 264 603	988 005 482
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	14 675 228	15 881 870
Stocks de fournitures	19	3 619 287	3 392 143
Autres actifs non financiers (note 17)	20	2 231 195	2 614 766
	21	1 043 790 313	1 009 894 261
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	724 645 638	701 114 525

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2019</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	22 844 525	23 531 115	31 162 057
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	97 323 083 ) (	88 453 786 ) (	92 958 971)
Produit de cession	3	560 000	539 359	993 093
Amortissement	4	49 833 524	52 984 043	50 752 053
(Gain) perte sur cession	5	(560 000)	(164 367)	(128 085)
Réduction de valeur / Reclassement	6		(164 371)	545 485
	7	(47 489 559)	(35 259 122)	(40 796 425)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		1 206 642	2 252 675
Variation des stocks de fournitures	9		(227 144)	(223 832)
Variation des autres actifs non financiers	10		383 570	(822 882)
	11		1 363 068	1 205 961
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			92 375
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(24 645 034)	(10 364 939)	(8 336 032)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(308 779 736)	(300 443 704)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(308 779 736)	(300 443 704)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(319 144 675)	(308 779 736)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	23 531 115	31 162 057
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	52 984 043	50 752 053
Autres			
- Administration municipale	3	(238 916)	696 165
- Organismes du périmètre	4	(4 489)	(4 453)
	5	76 271 753	82 605 822
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(2 434 356)	(7 058 903)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	2 422 748	5 934 411
Revenus reportés	9	9 233 555	1 124 532
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(1 141 000)	(753 000)
Propriétés destinées à la revente	11	1 206 642	2 252 675
Stocks de fournitures	12	(227 144)	(223 832)
Autres actifs non financiers	13	383 571	(822 882)
	14	85 715 769	83 058 823
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(88 453 786)	(92 958 971)
Produit de cession	16	539 359	993 093
	17	(87 914 427)	(91 965 878)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(1 142 650)	(681 715)
Remboursement ou cession	19	765 026	349 131
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	(250 000)
Cession	21	(2 875)	
	22	(380 499)	(582 584)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	89 364 408	74 765 383
Remboursement de la dette à long terme	24	(79 779 887)	(69 725 651)
Variation nette des emprunts temporaires	25	4 062 000	5 049 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(328 187)	(45 731)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	13 318 334	10 043 001
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	10 739 177	553 362
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	67 661 351	67 107 989
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32	1	
Solde redressé	33	67 661 352	67 107 989
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	78 400 529	67 661 351

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

1. Statut de l'organisme municipal

VILLE DE TROIS-RIVIÈRES, personne morale de droit public légalement constituée suivant la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. O-9) en vertu du décret 851-2001 pris par le gouvernement du Québec le 4 juillet 2001 et qui fut publié aux pages 4850 et suivantes de la Partie 2 de l'édition du 12 juillet 2001 de la Gazette officielle du Québec (133e année, no 28A), ayant son siège au 1325 de la place de l'Hôtel-de-Ville, C.P. 368, à Trois-Rivières (Québec), G9A 5H3; succède aux droits, charges et obligations des anciennes Villes de Cap-de-la-Madeleine, Sainte-Marthe-du-Cap, Saint-Louis-de-France, Trois-Rivières et Trois-Rivières-Ouest et de l'ancienne Municipalité de Pointe-du-Lac en vertu du premier alinéa de l'article 91 de ce décret.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable ainsi que la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne du partenariat auquel elle participe.

Le périmètre comptable de la Ville de Trois-Rivières comprend les organismes périmunicipaux suivants dans les proportions indiquées :

Partenariat :

- Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie; 54 %

Organismes contrôlés :

- Société de transport de Trois-Rivières; 100 %
 - Corporation de développement culturel de Trois-Rivières; 100 %
 - Corporation pour le développement de l'île St-Quentin; 100 %
 - Innovation et développement économique Trois-Rivières; 100 %
 - Fondation Trois-Rivières pour un développement durable; 100 %
 - Corporation des événements de Trois-Rivières inc. 100 %

Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

a) Périmètre comptable

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, le passif au titre des sites contaminés, les contestations d'évaluation, les réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et les obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Constatation des revenus

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt du rôle de perception initial à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ce rôle.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes afférentes aux modifications du rôle d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert.

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire.

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

C) Actifs

s/o

a) Actifs financiers**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Ville sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires ayant une échéance de trois mois ou moins.

Placements

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au coût déduction faite de toute provision pour moins-value.

b) Actifs non financiers**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût distinct.

Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est établi linéairement selon leur durée de vie utile respective, selon les périodes suivantes :

Infrastructures :	de 10 à 40 ans
Bâtiments :	de 5 à 40 ans
Véhicules :	de 3 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau :	de 3 à 15 ans
Machinerie, outillage et équipements :	de 3 à 20 ans
Améliorations locatives :	15 ans
Autres :	de 1 à 5 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation acquise, avec contrepartie aux revenus.

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville, des organismes et du partenaire de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit afin de refléter la baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont comptabilisées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise n'est comptabilisée.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****D) Passifs****Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Passif au titre des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés lorsque l'application de mesures correctives est probable et que les coûts de ces mesures peuvent être estimés de façon raisonnable.

Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie**Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture**

La Régie comptabilise un passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des lieux d'enfouissement technique (LET) qu'elle exploite. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs liés au recouvrement final, à la revégétation, au contrôle des produits de lixiviation, à la qualité des eaux, au contrôle et à la récupération des gaz, à l'acquisition de nouveaux terrains devant servir de zones tampons et à l'entretien des divers systèmes de contrôle et de drainage. Ces coûts estimatifs sont comptabilisés en fonction de la capacité utilisée des sites.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des lieux d'enfouissement technique.

a) Passif au titre des activités de fermeture du LET de Saint-Étienne-des-Grès

La Régie a procédé à la création d'un fonds de fermeture du site d'enfouissement au 31 décembre 1995. Le montant transféré est basé sur le tonnage d'enfouissement réel de l'exercice auquel est appliqué un taux de 6,50 \$ par tonne métrique basé sur les expériences passées. En 2019, une somme de 1 073 451 \$ (2018 - 408 407 \$) a été comptabilisée en augmentation du passif, et ce, à même les activités financières.

Au cours de l'exercice, des dépenses de 1 057 828 \$ ont été imputées à ce passif (2018 - 583 843 \$).

b) Passif au titre des activités de postfermeture du LET de Saint-Étienne-des-Grès

La Régie a procédé à la création d'un fonds de postfermeture du site d'enfouissement au 31 décembre 1997. Le montant transféré est basé sur le tonnage d'enfouissement réel de l'exercice auquel est appliqué un taux de 2,50 \$ par tonne métrique basé sur les expériences passées. En 2019, une somme de 412 866 \$ (2018 - 408 407 \$) a été comptabilisée en augmentation du passif, et ce, à même les activités financières.

c) Passif au titre des activités de fermeture du LET de Champlain

À la suite de la signature du contrat de service pour l'élimination de matières résiduelles au LET de Champlain, contrat donnant droit à Services Matrec inc. d'utiliser la capacité d'enfouissement du LET, les obligations relatives à la fermeture du LET ont été transférées à Services Matrec inc., et ce, à partir du 1er mars 2014. La Régie n'a donc plus à comptabiliser une augmentation du passif à partir de cette date.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

d) Passif au titre des activités de postfermeture du LET de Champlain

En 2019, la Régie a comptabilisé une somme de 1 995 092 \$ (2018 - 369 631 \$) à titre de passif, et ce, à même les activités financières. Le montant transféré est basé sur la valeur actualisée du coût prévu pour les activités de postfermeture du LET.

Le montant transféré est basé sur une estimation du nombre de mètres cubes enfouis auquel est appliqué un taux de 11,47 \$ par mètre cube. La somme excédentaire versée une année pourra réduire d'autant la provision de l'année subséquente. De ce passif, la Régie a versé un montant de 1 995 092 \$ (2018 - 369 631 \$) à la fiducie gérant le fonds de gestion postfermeture pour le LET de Champlain.

E) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville et certains organismes contrôlés est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) offerts par certains organismes contrôlés sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2019 selon la méthode suivante : valeur liée au marché (valeur lissée sur une période de trois années pour le Régime de rentes des employés de la Société de transport de Trois-Rivières et valeur lissée de l'actif sur une période de cinq années pour les autres régimes).

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent principalement le solde du financement à long terme pour les activités de fonctionnement, déduction faite de la part assumée par des tiers.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 47 502 137	28 073 979
Découvert bancaire	2 (1 745 990)	(1 514 424)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3 32 644 382	41 101 796
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 78 400 529	67 661 351
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 7 942 165	7 538 220
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10 33 707 252	24 331 500
Note		
Les placements à court terme portent intérêt aux taux variant entre 1,35 % et 2,40 %.		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 14 769 839	14 518 723
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12 1 143	31 391
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 90 428 042	78 731 396
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 7 325 063	19 091 905
Organismes municipaux	15 3 245 753	1 541 457
Autres		
- Ville de Trois-Rivières	16 12 940 939	11 298 256
- Périmètre comptable	17 423 631	1 486 926
	18 129 134 410	126 700 054
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 69 585 635	62 620 472
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21 882 574	561 875
	22 70 468 209	63 182 347
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 3 762 503	3 805 935
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24 531 738	531 738
Prêts à un fonds d'investissement	25 2 188 747	1 908 259
Autres		
- Ville de Trois-Rivières	26	3 000
- Organismes du périmètre	27 1 000	1 000
	28 2 721 485	2 443 997
Provision pour moins-value déduite des prêts	29 287 138	201 802
Note		
Les prêts FLI portent intérêt à des taux variant de 3,0 % à 12,5 % et viennent à échéance		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

entre janvier 2020 et avril 2028.

Les prêts FLS portent intérêt à des taux variant de 6,5 à 12 % et viennent à échéance entre janvier 2020 et avril 2028.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	46 433	34 633
Autres placements	31	255 875	250 000
	32	302 308	284 633
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(13 000)	(1 041 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(11 303 000)	(11 416 000)
	37	<u>(11 316 000)</u>	<u>(12 457 000)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	7 989 000	7 836 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	110 000	478 000
Régimes à cotisations déterminées	40	77 697	76 685
Autres régimes (REER et autres)	41	378 689	330 553
Régimes de retraite des élus municipaux	42	245 514	242 948
	43	<u>8 800 900</u>	<u>8 964 186</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

10. Emprunts temporaires

La Ville a effectué un emprunt temporaire de 11 987 000 \$ pour des dépenses en lien avec des règlements d'emprunt. Cet emprunt est effectif pour la période du 20 décembre 2019 au 14 février 2020 et porte intérêt au taux de 2,17 % l'an.

Les organismes contrôlés disposent de crédits bancaires, de montants autorisés de 10 500 000 \$, portant intérêt entre le taux préférentiel minoré de 0,25 % et le taux préférentiel majoré de 0,40 %.

Le solde des emprunts temporaires des organismes contrôlés est de 4 015 000 \$, pour un total consolidé de 16 002 000 \$.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	12 745 978	12 820 803
Salaires et avantages sociaux	48	20 858 049	19 640 308
Dépôts et retenues de garantie	49	8 641 510	9 275 790
Provision pour contestations d'évaluation	50	4 000 000	2 800 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51	2 474 101	2 242 716
Assainissement des sites contaminés	52	175 310	175 310
Autres			
- Fournisseurs - immobilisations	53	8 393 250	9 484 911
- Intérêts dette à long terme	54	1 954 445	2 052 716
- Administration municipale	55	3 319 509	3 116 680
- Organismes du périmètre	56	3 899 635	2 429 805
-	57		
	58	66 461 787	64 039 039

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	304 997	286 830
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	857 367	900 063
Fonds de développement des territoires	61	246 865	218 931
Fonds parcs et terrains de jeux	62	814 521	636 962
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65	456 232	493 105
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Administration municipale	68	10 642 701	321 916
- Organismes du périmètre	69	7 256 874	7 343 903
- Revenus de transfert	70	12 414 251	13 558 543
-	71		
	72	32 993 808	23 760 253

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

						2019	2018
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,40	4,80	2020	2044	73	401 564 780	392 518 437
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises			2020	2027	77	3 384 410	3 416 728
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	6,25				79	52 234	55 438
Autres	2,95	4,00	2020	2028	80	1 771 214	1 197 515
					81	406 772 638	397 188 118
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(2 984 207)	(2 656 020)
					83	403 788 431	394 532 098

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2020	84	92	45 356 331	100	3 410	109	359 931	117	45 719 672
2021	85	93	41 215 307	101	3 630	110	2 461 206	118	43 680 143
2022	86	94	41 297 442	102	3 863	111	444 346	119	41 745 651
2023	87	95	36 634 734	103	4 112	112	400 556	120	37 039 402
2024	88	96	35 512 056	104	4 376	113	272 937	121	35 789 369
2025 et +	89	97	201 548 910	105	32 843	114	1 216 648	122	202 798 401
	90	98	401 564 780	106	52 234	115	5 155 624	123	406 772 638
Intérêts et frais accessoires			107 (				124 (
	91	99	401 564 780	108	52 234	116	5 155 624	125	406 772 638

Note

	2019	2018
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126 (319 144 675)	(308 779 736)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127 ((
Autres	128 ((
	129 (319 144 675)	(308 779 736)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	276 803 632	158	4 720 457	185		212	281 524 089
Eaux usées	131	351 991 981	159	7 746 172	186		213	359 738 153
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	341 148 089	160	16 405 346	187		214	357 553 435
Autres	133	256 820 184	161	4 361 776	188	367 171	215	260 814 789
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	262 019 828	163	7 873 430	190	(4 211 936)	217	274 105 194
Améliorations locatives	136	944 913	164	56 934	191		218	1 001 847
Véhicules	137	59 220 110	165	7 015 805	192	3 746 283	219	62 489 632
Ameublement et équipement de bureau	138	30 849 232	166	2 594 441	193	344 230	220	33 099 443
Machinerie, outillage et équipement divers	139	39 341 877	167	937 187	194	(31 157)	221	40 310 221
Terrains	140	32 260 054	168	748 622	195	(509 520)	222	33 518 196
Autres	141	9 418 198	169	11 764	196		223	9 429 962
	142	<u>1 660 818 098</u>	170	<u>52 471 934</u>	197	<u>(294 929)</u>	224	<u>1 713 584 961</u>
Immobilisations en cours	143	<u>38 453 023</u>	171	<u>35 981 852</u>	198	<u>4 551 015</u>	225	<u>69 883 860</u>
	144	<u>1 699 271 121</u>	172	<u>88 453 786</u>	199	<u>4 256 086</u>	226	<u>1 783 468 821</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	97 662 214	173	9 841 479	200		227	107 503 693
Eaux usées	146	169 342 816	174	6 278 796	201		228	175 621 612
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	165 845 010	175	12 408 347	202		229	178 253 357
Autres	148	105 925 930	176	8 983 959	203	19 773	230	114 890 116
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	89 850 850	178	6 682 293	205	174 257	232	96 358 886
Améliorations locatives	151	885 238	179	27 368	206		233	912 606
Véhicules	152	31 249 387	180	3 631 022	207	3 183 210	234	31 697 199
Ameublement et équipement de bureau	153	20 850 995	181	2 175 422	208	331 931	235	22 694 486
Machinerie, outillage et équipement divers	154	21 163 434	182	2 594 538	209	336 293	236	23 421 679
Autres	155	8 489 765	183	360 819	210		237	8 850 584
	156	<u>711 265 639</u>	184	<u>52 984 043</u>	211	<u>4 045 464</u>	238	<u>760 204 218</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>988 005 482</u>					239	<u>1 023 264 603</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240	75 000	243		245		247	75 000
Amortissement cumulé	241	(60 845)	244	(2 831)	246	()	248	(63 676)
Valeur comptable nette	242	<u>14 155</u>					249	<u>11 324</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250	3 703 694	4 900 142
Immeubles industriels municipaux	251	10 798 622	10 803 630
Autres	252	172 912	178 098
	253	14 675 228	15 881 870
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	14 675 228	15 881 870
<hr/>			
Note			
<hr/>			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Administration municipale	256	739 888	687 851
-	257		
-	258		
Autres			
- Administration municipale	259	151 751	226 931
- Organismes du périmètre	260	1 339 556	1 699 984
	261	2 231 195	2 614 766
<hr/>			
Note			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

18. Obligations contractuelles

En vertu de divers contrats, la Ville, les organismes contrôlés et le partenariat auquel elle participe se sont engagés pour les années futures pour une somme globale de 122,5 M\$. Ces engagements concernent principalement l'enfouissement, la cueillette et le transport des ordures et des matières recyclables, le déneigement, la location d'installations sportives, la fourniture et la livraison de carburant, la gestion du développement économique et touristique ainsi que le service de répartition 911. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les prochains exercices financiers les sommes suivantes :

(en millions de dollars)

	Ville de Trois-Rivières	Organismes contrôlés	Transactions inter	Total
2020 :	54,0	4,5	(20,9)	37,6
2021 :	35,1	3,2	(11,8)	26,5
2022 :	29,4	4,1	(11,8)	21,7
2023 :	23,4	3,1	(11,8)	14,7
2024 :	16,7	3,0	(11,8)	7,9
Suivantes :	11,3	2,8	-	14,1
	169,9	20,7	(68,1)	122,5

De plus, la Ville a adopté par résolution le versement de subventions au montant total de 50 574 348 \$, payable pour les années futures s'étalant de 2020 à 2040.

De ce montant, 35 459 200 \$ sont relatifs à une aide afin de permettre l'exploitation d'un centre des congrès rénové, modernisé et agrandi. Les versements mensuels ont débuté en 2018 et vont s'échelonner sur une période de 20 ans.

La Ville s'est également engagée envers l'Office municipal d'habitation de Trois-Rivières à combler 10 % du déficit annuel de cet organisme conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'habitation du Québec.

19. Droits contractuels

Des organismes contrôlés possèdent des baux ou ententes ayant des termes jusqu'en 2029. Ces accords concernent principalement la location d'espace bureau et industriel et des commandites. Les revenus avec engagements pour les prochains exercices sont les suivants:

(en millions de dollars)

2020 :	2,2
2021 :	1,8
2022 :	1,5
2023 :	1,4
2024 :	1,1
Suivantes :	1,5
	9,5

20. Passifs éventuels

S/O

a) Cautionnements et garanties

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018
C.É.T.R.	1 200 000		316 306
Classique internationale de canots M.	55 000	55 000	33 333
Complexe les Estacades	300 000	300 000	
Festival international de danse encore	95 000	95 000	95 000
GP3R inc.	350 000	350 000	350 000
I.D.É.	3 333 000	3 199 680	3 333 000
I.D.É.	8 590 000	7 362 465	7 534 444
I.D.É.	2 700 000	2 700 000	2 681 861
MDDELCCC	300 000		300 000
Pavillon St-Arnaud	320 000	101 932	162 024
Regroupement des bingos	500 000	143 180	186 134
S.P.A.M.	4 250 000	4 107 944	2 000 000
Trois-Rivières en blues	95 000	95 000	95 000
	262	22 088 000	18 510 201
			17 087 102

Il est impossible d'évaluer les déboursés nets que la Ville pourrait devoir payer en cas de défaut de ces organismes. Tout paiement net (après réalisation des garanties) que la Ville devra alors effectuer sera passé en charge dans l'exercice alors en cours.

b) Auto-assurance

La Ville a comme politique générale de s'assurer contre certains risques. Chaque type d'assurance est assorti d'un montant de franchise propre à chaque risque qui, advenant un sinistre, n'affecterait pas significativement la situation financière de la Ville.

En ce qui concerne la responsabilité civile, la Ville détient une assurance dont la franchise est de 1 000 000 \$ par année de contrat d'assurance. Pour les réclamations inférieures à cette franchise, la Ville assume elle-même les paiements à même une réserve financière constituée à cette fin. Les réclamations présentement en cours sont estimées à 260 000 \$. Il n'est pas possible présentement d'évaluer le dénouement de ces réclamations et les montants que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Ces sommes n'ont donc pas été comptabilisées.

c) Poursuites

La Ville fait face présentement à diverses poursuites. Les principales poursuites sont les suivantes :

- Poursuite judiciaire intentée suite à un incendie survenu en 2012 au montant de 1 174 045 \$;
- Poursuite judiciaire intentée en 2017 relativement à un contrat au montant de 1 147 639 \$;
- Poursuite judiciaire intentée en 2018 relativement à un contrat au montant de 1 255 484 \$;
- Poursuite judiciaire intentée concernant le refus de l'émission d'un permis de construction au montant de 7 500 000 \$;
- Poursuite en dommages-intérêts et en dommages moraux et punitifs pour un montant de 858 400 \$;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

- Injonction relative au respect d'une entente pour la fourniture de sable, à titre gratuit;

- La Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie est partie à des litiges et à des réclamations dans le cours normal de ses affaires. La direction est d'avis que tout règlement éventuel n'aurait pas d'effet important sur la situation financière de la Régie;

Il est présentement impossible d'évaluer précisément le dénouement de ces litiges et les montants que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Tout règlement au titre de ces poursuites sera passé en charge dans l'exercice alors en cours, à même la réserve financière d'autoassurance lorsqu'en matière de responsabilité civile ou à même l'excédent affecté aux éventualités.

d) Autres

La Ville fait également face à divers griefs. S'il y a lieu, les coûts encourus pour ceux-ci sont inscrits en charge l'année du dénouement.

21. Actifs éventuels

S/O

22. Redressement aux exercices antérieurs

Page S7
état des
résultats

Ville

Arrondissement _____ (3)

(3)

Organismes

Arrondissement _____ 1
Ajust. des dépenses - S.T.T.R. (1) (340 886)

(340 885)

TOTAL CONSOLIDÉ

(340 888)

(1) L'ajustement est relatif aux reclassements de dépenses considérées dans les dépenses d'investissement, mais qui auraient dû être dans les dépenses de fonctionnement.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et des budgets adoptés par les organismes contrôlés et partenaires, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

24. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

25 Renseignements complémentaires à l'état des flux de trésorerie

Les intérêts gagnés au cours de l'exercice s'élèvent à 4 864 121 \$.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 11 076 337 \$.

26 Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

27 Événement postérieur à la date de la situation financière

La pandémie du coronavirus (COVID-19) entraîne un ralentissement économique sur l'ensemble des marchés causant des impacts financiers potentiels pour la Ville. Cette pandémie donne lieu à une importante incertitude économique et, par conséquent, il est difficile d'estimer de manière fiable l'incidence financière potentielle de cette incertitude.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019		Réalizations 2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	199 360 383	205 846 812	206 043 958			205 394 101
Compensations tenant lieu de taxes	2	13 387 115	14 933 340	15 180 496			14 925 467
Quotes-parts	3					13 494 665	874 728
Transferts	4	14 005 624	9 580 682	13 443 781		9 461 167	21 328 101
Services rendus	5	22 936 970	22 385 540	23 654 188		36 855 082	35 588 540
Imposition de droits	6	7 365 694	7 889 550	9 336 415			9 329 507
Amendes et pénalités	7	6 396 997	6 002 000	6 169 048		34 789	6 203 837
Revenus de placements de portefeuille	8	1 493 289	1 096 050	2 037 671			2 037 671
Autres revenus d'intérêts	9	2 423 143	2 315 050	2 545 096		281 354	2 826 450
Autres revenus	10	4 422 528	1 421 698	2 099 642		1 921 619	4 021 201
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	271 791 743	271 470 722	280 510 295		62 048 676	302 529 603
Investissement							
Taxes	13	251 860		10 614			10 614
Quotes-parts	14						
Transferts	15	25 798 308	22 638 400	19 106 374		8 542 431	27 648 805
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	8 231 145	9 650 000	6 510 871			6 510 871
Autres	18	2 051 604	87 500	948 585		62 535	1 011 120
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	36 332 917	32 375 900	26 576 444		8 604 966	35 181 410
	21	308 124 660	303 846 622	307 086 739		70 653 642	337 711 013
Charges							
Administration générale	22	28 066 645	31 097 738	29 946 219	1 643 156		31 588 347
Sécurité publique	23	47 332 195	48 388 672	48 748 558	2 012 688		50 749 578
Transport	24	37 740 282	39 765 777	39 836 113	17 278 315	18 212 969	68 279 065
Hygiène du milieu	25	32 561 885	36 876 655	39 603 070	16 647 267	13 917 363	63 155 379
Santé et bien-être	26	9 200 401	3 699 542	6 423 251			6 408 251
Aménagement, urbanisme et développement	27	16 235 249	16 576 851	17 928 186	831 686	9 121 567	21 784 999
Loisirs et culture	28	48 349 228	48 406 776	49 487 942	8 402 632	21 584 036	59 630 031
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	10 362 780	10 689 961	10 437 727		2 146 521	12 584 248
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	44 880 275	44 880 275	46 815 744	(46 815 744)		
	33	274 728 940	280 382 247	289 226 810		64 982 456	314 179 898
Excédent (déficit) de l'exercice	34	33 395 720	23 464 375	17 859 929		5 671 186	23 531 115

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalizations 2019		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	33 395 720	23 464 375	17 859 929	5 671 186	23 531 115
Moins: revenus d'investissement	2	(36 332 917)	(32 375 900)	(26 576 444)	(8 604 966)	(35 181 410)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(2 937 197)	(8 911 525)	(8 716 515)	(2 933 780)	(11 650 295)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	44 880 275	44 880 275	46 815 744	6 168 299	52 984 043
Produit de cession	5	969 285	560 000	402 394	136 965	539 359
(Gain) perte sur cession	6	(123 636)	(560 000)	(159 878)	(4 489)	(164 367)
Réduction de valeur / Reclassement	7	545 485		(164 371)		(164 371)
	8	46 271 409	44 880 275	46 893 889	6 300 775	53 194 664
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	2 798 159		992 675		992 675
Réduction de valeur / Reclassement	10	(545 485)		270 556		270 556
	11	2 252 674		1 263 231		1 263 231
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	349 131		765 026		765 026
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	181 937		85 336		85 336
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	531 068		850 362		850 362
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	280 000		355 000	1 086 748	1 441 748
Remboursement de la dette à long terme	17	(32 792 414)	(32 368 978)	(32 847 399)	(5 143 921)	(37 991 320)
	18	(32 512 414)	(32 368 978)	(32 492 399)	(4 057 173)	(36 549 572)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(4 127 825)	(3 504 000)	(4 133 546)	(1 976 688)	(6 110 234)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	250 000		233 917		233 917
Excédent de fonctionnement affecté	21	2 852 723	2 331 178	9 824 744		9 824 744
Réserves financières et fonds réservés	22	(2 977 544)	(2 426 950)	(3 496 654)	45 688	(3 450 966)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				(63 543)	(63 543)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(4 002 646)	(3 599 772)	2 428 461	(1 994 543)	433 918
	26	12 540 091	8 911 525	18 943 544	249 059	19 192 603
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	9 602 894		10 227 029	(2 684 721)	7 542 308

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations 2018		Réalizations 2019	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	36 332 917	26 576 444	8 604 966	35 181 410
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(711 399)	(1 098 705)	()	(1 098 705)
Sécurité publique	3	(2 542 557)	(1 277 446)	()	(1 277 446)
Transport	4	(23 169 591)	(18 830 538)	(7 710 627)	(26 541 165)
Hygiène du milieu	5	(28 688 569)	(15 141 446)	(3 632 097)	(18 773 543)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(495 703)	(543 872)	(6 147 086)	(6 690 958)
Loisirs et culture	8	(22 774 793)	(33 091 842)	(980 127)	(34 071 969)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(78 382 612)	(69 983 849)	(18 469 937)	(88 453 786)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	(56 588)	()	(56 588)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(680 000)	(1 130 850)	(11 800)	(1 142 650)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	30 284 800	27 305 600	12 287 077	39 592 677
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	4 127 825	4 133 546	1 976 688	6 110 234
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	2 000 000	1 277 225		1 277 225
Excédent de fonctionnement affecté	16	2 793 200	2 839 554		2 839 554
Réserves financières et fonds réservés	17	3 145 000	3 522 855		3 522 855
	18	12 066 025	11 773 180	1 976 688	13 749 868
	19	(36 711 787)	(32 092 507)	(4 217 972)	(36 310 479)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					
	20	(378 870)	(5 516 063)	4 386 994	(1 129 069)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		<u>2018</u>		<u>2019</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	57 126 701	66 775 205	11 625 324	78 400 529
Débiteurs (note 5)	2	111 109 983	108 551 908	25 404 481	129 134 410
Prêts (note 6)	3	2 442 997	2 720 485	1 000	2 721 485
Placements de portefeuille (note 7)	4			302 308	302 308
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5			858 619	858 619
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	170 679 681	178 047 598	38 191 732	211 417 351
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	9 610 000	11 987 000	4 015 000	16 002 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	55 706 078	55 927 872	15 339 717	66 461 787
Revenus reportés (note 12)	12	16 416 350	25 736 934	7 273 051	32 993 808
Dette à long terme (note 13)	13	336 606 476	337 066 383	66 722 048	403 788 431
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	12 333 000	11 496 000	(180 000)	11 316 000
	15	430 671 904	442 214 189	93 169 816	530 562 026
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(259 992 223)	(264 166 591)	(54 978 084)	(319 144 675)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	892 340 988	915 430 947	107 833 656	1 023 264 603
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	15 881 870	14 675 228		14 675 228
Stocks de fournitures	19	2 957 432	3 131 552	487 735	3 619 287
Autres actifs non financiers (note 17)	20	914 782	891 639	1 339 556	2 231 195
	21	912 095 072	934 129 366	109 660 947	1 043 790 313
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	11 502 086	12 541 044	1 353 054	13 894 098
Excédent de fonctionnement affecté	23	16 747 981	11 842 770	1 613 454	13 456 224
Réserves financières et fonds réservés	24	7 538 220	7 942 165	322 612	8 264 777
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(4 113 423)	(3 578 029)	(1 262 113)	(4 840 142)
Financement des investissements en cours	26	(8 394 547)	(14 422 917)	(566 099)	(14 989 016)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	628 822 532	655 637 742	53 221 955	708 859 697
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	652 102 849	669 962 775	54 682 863	724 645 638

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2018
Rémunération	1	82 907 706	82 238 745	102 807 384	97 442 699
Charges sociales	2	20 716 191	19 483 810	23 496 895	23 054 772
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3			28 386	68 735
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5	30 967 781	31 781 632	1 860 437	1 616 414
Autres biens et services	6	66 854 200	70 871 010	97 695 003	85 026 455
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	10 324 961	10 186 988	10 186 988	10 060 948
D'autres organismes municipaux	8			1 739 522	1 520 068
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	365 000	250 739	657 738	724 986
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	8 708 182	8 201 175		
Transferts	13	1 117 046	938 740	369 745	399 775
Autres	14			176 583	211 815
Autres organismes					
Transferts	15	13 100 905	16 557 964	16 557 964	17 322 992
Autres	16			989 069	1 038 378
Amortissement des immobilisations	17	44 880 275	46 815 744	52 984 043	50 752 053
Autres					
- Administration municipale	18	440 000	1 900 263	1 900 263	3 446 528
- Organismes du périmètre	19			2 729 878	6 028 260
-	20				
	21	280 382 247	289 226 810	314 179 898	298 714 878

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	125 854
Autres revenus	3	40 554
	4	166 408
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5	(686)
Variation de la provision pour moins-value	6	43 505
	7	43 505
Autres charges	8	105 751
	9	43 505
Excédent (déficit) de l'exercice	10	122 903

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	1 717 338
Placements de portefeuille	12	
Débiteurs	13	26 960
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	1 501 675
Provision pour moins-value	15	(169 807)
	16	1 331 868
	17	3 076 166
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	18	
Revenus reportés	19	
Dette à long terme	20	3 337 890
	21	3 337 890
Solde du Fonds local d'investissement	22	(261 724)

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23	1 717 338	1 470 469
Supportant les engagements de prêts	24		
Supportant les garanties de prêts	25		
	26	1 717 338	1 470 469

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts FLI portent intérêt à des taux variant de 3,0 % à 12,5 % et viennent à échéance entre janvier 2020 et avril 2028. Les remboursements prévus au cours des 5 prochaines années sont :

2020 : 322 547 \$
2021 : 304 762 \$
2022 : 255 849 \$
2023 : 208 786 \$
2024 : 145 317 \$

La provision pour prêts douteux représente 169 807 \$. La valeur comptable des prêts dépréciés totalise 1 331 868 \$. Aucun prêt n'a été radié en 2019.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Note sur la dette à long terme

La dette à long terme est constituée d'un prêt du gouvernement du Québec sans intérêt et sans remboursement avant le 1er juin 2021.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Aucune.

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

Le poste des autres revenus correspond aux intérêts générés par le fonds pour l'année 2019.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	60 585	33 945
Autres revenus	3	2 552	1 171
	4	63 137	35 116
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	5		
Variation de la provision pour moins-value	6	41 831	75 500
	7	41 831	75 500
Intérêts sur la dette à long terme	8	18 650	7 445
Autres charges	9		
	10	60 481	82 945
Excédent (déficit) de l'exercice	11	2 656	(47 829)

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	72 753	113 932
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14	13 663	8 738
Prêts aux entreprises	15	974 210	536 667
Provision pour moins-value	16	(117 331)	(75 500)
	17	856 879	461 167
	18	943 295	583 837
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19	5 086	3 284
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21	715 000	360 000
	22	720 086	363 284
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23	223 209	220 553
Excédent (déficit) non affecté	24		
	25	223 209	220 553

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	26	72 753	113 932
Supportant les engagements de prêts	27		
	28	72 753	113 932

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts FLS portent intérêt à des taux variant de 6,5 % à 12 % et viennent à échéance entre janvier 2020 et avril 2028. Les remboursements prévus au cours des 5 prochaines années sont :

2020 :	155 329 \$
2021 :	168 997 \$
2022 :	172 729 \$
2023 :	178 531 \$
2024 :	129 635 \$

La provision pour prêts douteux représente 117 331 \$. La valeur comptable des prêts dépréciés totalise 856 879 \$. Aucun prêt n'a été radié en 2019.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Note sur la dette à long terme

Emprunt aux taux de 3 % à 4 %, intérêts payables trimestriellement et sans modalité de remboursement définie.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Aucune.

Note sur les autres revenus et les autres charges

Le poste des autres revenus correspond aux intérêts générés par le fonds pour l'année 2019.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
	3

Charges

Frais de gestion	
Salaires	4
Créances douteuses	5
Autres frais de gestion	6
	7

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	8
-	9
-	10
-	11
-	12
-	13

Excédent (déficit) de l'exercice

16

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	17
Placements de portefeuille	18
Débiteurs	19
Provision pour créances douteuses	20 () ()
	21
Autres	22
	23

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24
Créditeurs et charges à payer	25
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	26
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27
Autres	28
Autres	29
	30
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	13 894 098	16 191 043
Excédent de fonctionnement affecté	2	13 456 224	17 710 253
Réserves financières et fonds réservés	3	8 264 777	7 906 520
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(4 840 142)	(4 381 870)
Financement des investissements en cours	5	(14 989 016)	(13 347 637)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	708 859 697	677 036 216
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	724 645 638	701 114 525
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	12 541 044	11 502 086
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	1 353 054	4 688 957
	11	13 894 098	16 191 043
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Litiges et éventualités	12	2 455 981	3 637 135
- Remboursement de la dette	13	606 114	1 695 201
- Élections	14	241 000	595 000
- Étangs aérés	15	2 939 843	4 593 348
- Dépenses de fonctionnement	16	1 400 300	1 728 300
- Déneigement	17	904 000	1 397 000
- Église St-James	18	700 344	460 344
- Redével. premiers quartiers	19	669 538	669 538
- Autres	20	1 925 650	1 972 115
	21	11 842 770	16 747 981
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
- C.D.C.T.R. / C.É.T.R.	22	1 613 454	962 272
-	23		
-	24		
	25	1 613 454	962 272
	26	13 456 224	17 710 253
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Auto-assurance	27	1 723 760	1 702 583
- Parc portuaire	28	2 053 489	2 047 241
- Développement social	29	41 585	40 983
- Sécurité routière	30	598 428	305 723
-	31		
	32	4 417 262	4 096 530
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	282 652	117 801
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	318 157	723 645
Organismes contrôlés et partenariats	40	3 357	3 357
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43	1 744 298	1 506 171
Fonds local de solidarité	44	81 330	119 386
Autres			
- Administration municipale	45	1 098 466	974 687
- Organismes du périmètre	46	319 255	364 943
	47	3 847 515	3 809 990
	48	8 264 777	7 906 520

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()	()
	54 () ()	()
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()	()
Assainissement des sites contaminés	56 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()	()
Autres		
-	58 () ()	()
-	59 () ()	()
	60 () ()	()
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()	10 278)
Intérêts sur la dette à long terme	62 () ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()	()
Autres		
-	66 () ()	()
-	67 () ()	()
	68 () ()	10 278)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (69 391) ()	16 136)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (4 052 890) ()	3 697 890)
Autres		
- Administration municipale	72 (1 713 887) ()	2 323 793)
- Organismes du périmètre	73 (1 262 113) ()	258 169)
	74 (7 098 281) ()	6 295 988)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 69 391	16 136
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77 2 188 748	1 908 260
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80 2 258 139	1 924 396
	81 (4 840 142) ()	4 381 870)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 2 549 085	1 896 548
Investissements à financer	83 (17 538 101 ) (	15 244 185)
	84 (14 989 016)	(13 347 637)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 1 023 264 603	988 005 482
Propriétés destinées à la revente	86 14 675 228	15 881 870
Prêts	87 2 721 485	2 443 997
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 46 433	34 633
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89 858 619	858 619
	90 1 041 566 368	1 007 224 601
Ajustements aux éléments d'actif	91 (130)	(127)
	92 1 041 566 238	1 007 224 474
Éléments de passif correspondant		
Dettes à long terme	93 (403 788 431 ) (	394 532 098)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (2 984 207 ) (	2 656 020)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 64 201 711	56 803 089
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 12 109 735	12 164 631
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (330 461 192 ) (	328 220 398)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (2 245 349 ) (	1 967 860)
	100 (332 706 541 ) (	330 188 258)
	101 708 859 697	677 036 216

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>3</u>	2 <u>1</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Trois-Rivières parraine deux régimes de retraite à prestations déterminées, soit le Régime de retraite des cadres, des cols blancs, des cols bleus et des pompiers de la Ville de Trois-Rivières et le Régime de retraite des policiers et pompiers de la Ville de Trois-Rivières. De plus, la Société de transport de Trois-Rivières parraine un régime de retraite à prestations déterminées qui doit également être consolidé aux états financiers de la Ville de Trois-Rivières, soit le Régime de rentes pour les employés de la Société de transport de Trois-Rivières. Ces régimes de retraite sont contributifs et prévoient des prestations basées sur le salaire de chaque année durant la participation active ou sur la moyenne des salaires à la retraite.

La dernière évaluation actuarielle pour le Régime de rentes pour les employés de la Société de transport de Trois-Rivières a été réalisée au 31 décembre 2017. La dernière évaluation actuarielle pour le Régime de retraite des cadres, des cols blancs, des cols bleus et des pompiers de la Ville de Trois-Rivières a été réalisée au 31 décembre 2017. La dernière évaluation actuarielle pour le Régime de retraite des policiers et pompiers de la Ville de Trois-Rivières a été réalisée au 31 décembre 2016. Avant l'application de la Loi RRSM, ces trois régimes de retraite prévoyaient également l'indexation automatique des rentes après la retraite. Celle-ci a cependant été éliminée conformément aux directives du MAMH. Les autres directives ont également toutes été reflétées dans les résultats de 2014 en tenant compte du fait que les trois régimes sont admissibles au report de la restructuration des prestations. Des ajustements ont également été apportés au cours des exercices 2015, 2016 et 2017 afin de refléter l'information la plus récente, notamment les évaluations actuarielles après restructuration et la signature des ententes, le cas échéant. Les contestations judiciaires en cours n'empêchent pas la constatation de la réduction des bénéfices des participants actifs. Il existe cependant un risque lié à cette interprétation.

La Ville de Trois-Rivières parraine également un régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées, soit le Régime supplémentaire de retraite des cadres. Ce régime de retraite a pour principal objectif de compléter la rente payable aux cadres et cadres supérieurs de la Ville qui verront leur rente de retraite plafonnée en raison des limites imposées par la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada quant aux prestations maximales payables par un régime de pension agréé. Ce régime est non contributif et n'est pas capitalisé. La dernière évaluation actuarielle a été réalisée au 31 décembre 2017.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (1 041 000)	(2 071 000)
Charge de l'exercice	4 (7 989 000)	(7 836 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 9 017 000	8 866 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(13 000)</u>	<u>(1 041 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 394 023 000	369 822 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (395 087 000)	(370 873 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (1 064 000)	(1 051 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 1 051 000	416 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (13 000)	(635 000)
Provision pour moins-value	12 ()	(406 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(13 000)</u>	<u>(1 041 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>2</u>	<u>2</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 27 326 000	26 282 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (28 390 000)	(27 333 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (1 064 000)	(1 051 000)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 18 659 000	15 603 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	21 000
	20 18 659 000	15 624 000
Cotisations salariales des employés	21 (10 470 000)	(7 886 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 8 189 000	7 738 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 194 000	26 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(8 000)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28 (406 000)	104 000
Autres	29	
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>7 977 000</u>	<u>7 860 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 21 098 000	20 367 000
Rendement espéré des actifs	33 (21 086 000)	(20 391 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 12 000	(24 000)
Charge de l'exercice	35 <u>7 989 000</u>	<u>7 836 000</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 21 330 000	19 243 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (21 086 000)	(20 391 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 244 000	(1 148 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (1 073 000)	(796 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 (16 616 000)	(16 448 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 403 380 000	354 636 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 (951 000)	(863 000)
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 21 056 000	18 759 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 16 537 000	13 707 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,67 %	5,68 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,68 %	5,83 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	1	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville de Trois-Rivières offre à ses retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Ce régime comprend de l'assurance-vie et de l'assurance soins de santé. La dernière évaluation actuarielle a été réalisée au 31 décembre 2018.

		2019		2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs				
Actif (passif) au début de l'exercice	55	(11 416 000)		(11 139 000)
Charge de l'exercice	56	(110 000 )	(	478 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	223 000		201 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	(11 303 000)		(11 416 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation				
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	(7 207 000 )	(	6 610 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	(7 207 000)		(6 610 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	(4 096 000)		(4 806 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	(11 303 000)		(11 416 000)
Provision pour moins-value	64	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(11 303 000)		(11 416 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs				
Nombre de régimes et avantages en cause	66	1		1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	(7 207 000 )	(	6 610 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	(7 207 000 )	(	6 610 000)
Charge de l'exercice				
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	390 000		508 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	390 000		508 000
Cotisations salariales des employés	72	390 000		508 000
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73	()	()
	74	390 000	(	508 000)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75	(482 000)		(301 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	76	(482 000)		(301 000)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77			
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78			
Variation de la provision pour moins-value	79			
	80			

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Autres		
-	81	
-	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 <u>(92 000)</u>	<u>207 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 <u>202 000</u>	<u>271 000</u>
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 <u>202 000</u>	<u>271 000</u>
Charge de l'exercice	87 <u>110 000</u>	<u>478 000</u>
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 (228 000)	2 839 000
Prestations versées au cours de l'exercice	92 223 000	201 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 14	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,75 %	3,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 2,90 %	2,90 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 7,70 %	8,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 5,10 %	5,10 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2 029	2 029
Autres hypothèses économiques		
-	104	
-	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

La Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie cotise à un régime de retraite simplifié. Ce régime en est un à cotisations déterminées, ce qui signifie que la responsabilité de la Régie se limite au montant qu'elle y verse. Ce montant correspond à un pourcentage du salaire des employés participants.

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109 77 697	76 685
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	
	113 77 697	76 685

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 6

Description des régimes et autres renseignements

Certains organismes contrôlés cotisent à des REER collectifs. Ces REER sont à cotisations déterminées, ce qui signifie que la responsabilité de ceux-ci se limite au montant qu'ils y versent. Ce montant correspond à un pourcentage du salaire des employés participants.

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	115 378 689	330 553

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116 14	14

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2019	2018
Cotisations des élus au RREM	117	<u>39 677</u>	<u>39 794</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	133 709	128 077
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	111 805	114 871
	120	<u>245 514</u>	<u>242 948</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2019	2019	2019	2018	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	161 803 119	161 485 929	160 893 594	157 814 086
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	830 105	836 313	836 313	905 007
Activités de fonctionnement	6	10 978 871	10 992 686	10 935 164	10 237 650
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	173 612 095	173 314 928	172 665 071	168 956 743
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	13 456 184	13 833 469	13 833 469	12 636 301
Égout	11	11 651 899	11 731 448	11 731 448	9 980 589
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	566 040	580 547	580 547	512 501
Autres					
- Insectes piqueurs	14	1 077 018	1 095 195	1 095 195	1 110 546
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	690 000	789 154	789 154	792 318
Service de la dette	18	4 513 576	4 449 481	4 449 481	4 601 748
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21		10 614	10 614	251 860
	22	31 954 717	32 489 908	32 489 908	29 885 863
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24	280 000	249 736	249 736	255 964
	25	280 000	249 736	249 736	255 964
	26	32 234 717	32 739 644	32 739 644	30 141 827
	27	205 846 812	206 054 572	205 404 715	199 098 570

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	1 557 669	1 551 841	1 359 575
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	1 557 669	1 551 841	1 359 575
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	3 704 214	4 180 546	3 613 471
Cégeps et universités	34	4 264 360	3 989 055	3 559 913
Écoles primaires et secondaires	35	3 950 872	4 016 940	3 498 094
	36	11 919 446	12 186 541	10 671 478
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	13 477 115	13 738 382	12 031 053
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	763 471	764 251	721 076
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45	763 471	764 251	721 076
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46	272 478	232 175	
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48	272 478	232 175	
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50	420 276	445 688	406 275
	51	420 276	445 688	406 275
	52	14 933 340	15 180 496	13 158 404

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	35 000	35 000	
Sécurité publique				
Police	54	127 666	127 666	23 964
Sécurité incendie	55	21 574	65 204	51 023
Sécurité civile	56		188 000	
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	90 846	152 722	85 689
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60	1 149	1 177	1 596
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61		1 062 543	976 435
Transport adapté	62		1 070 510	937 372
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			1 080
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	181 149	358 385	196 309
Réseau de distribution de l'eau potable	69	362 815	385 345	326 302
Traitement des eaux usées	70	210	510	296
Réseaux d'égout	71	117 625	290 476	323 306
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74	1 000 000	1 143 402	1 079 861
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77		4 983	
Protection de l'environnement	78		5 000	
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82	1 493 000	4 063 529	6 987 638
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83		(28)	17 500
Rénovation urbaine	84	432 609	514 043	283 948
Promotion et développement économique	85	987 460	959 526	1 192 184
Autres	86	89 361	111 296	137 208
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	175 373	263 045	167 265
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	517 648	483 443	489 059
Autres	89	1 126 228	1 328 009	1 589 961
Réseau d'électricité	90			
	91	6 597 047	10 480 733	14 867 996

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			88 264
Sécurité civile	95	3 337	3 337	
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	252 300	479 753	1 711 754
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99	224 800		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100		8 052 301	1 740 261
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104	120 000		
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		13 867	970 265
Réseau de distribution de l'eau potable	108	946 050	921 011	9 939 540
Traitement des eaux usées	109	207 500		
Réseaux d'égout	110	2 293 200	3 541 855	3 963 588
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			296 000
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123	4 550		
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	18 590 000	14 146 551	7 357 480
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			1 576 310
Réseau d'électricité	129			
	130	22 638 400	19 106 374	27 643 462

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132	2 924 698	2 902 415	1 826 461
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		2 290 909	1 477 274
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		2 624 120	2 575 471
Autres	138	58 937	60 633	59 007
	139	2 983 635	2 963 048	5 938 213
TOTAL DES TRANSFERTS	140	32 219 082	32 550 155	48 449 671

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141	84 000	121 881	126 411
Évaluation	142			
Autres	143			
	144	84 000	121 881	126 411
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146	5 000	58 202	27 890
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	5 000	58 202	27 890
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157	48 285	57 738	66 110
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160		915 789	1 072 546
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161		74 446	
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	48 285	57 738	1 047 973
1 138 656				
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177	40 000		44 546
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180	40 000		44 546
Réseau d'électricité	181			
	182	177 285	237 821	1 228 056
1 337 503				

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	183	28 500	37 097	33 714
Évaluation	184	1 000	39 141	5 755
Autre	185	1 031 499	1 065 531	720 618
	186	1 060 999	1 141 769	760 087
Sécurité publique				
Police	187	1 427 100	1 421 829	1 291 392
Sécurité incendie	188	125 000	258 830	157 169
Sécurité civile	189			
Autres	190	245 000	204 031	214 325
	191	1 797 100	1 884 690	1 662 886
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192			
Enlèvement de la neige	193	550 000	431 538	397 971
Autres	194	2 567 750	2 128 272	1 913 295
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195		3 755 557	3 928 090
Transport adapté	196		226 385	196 670
Transport scolaire	197		442 887	367 390
Autres	198	2 007 000	2 246 473	2 071 176
Autres	199	20 000	7 375	20 126
	200	5 144 750	4 813 658	8 894 718
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201			
Réseau de distribution de l'eau potable	202	330 226	293 920	337 289
Traitement des eaux usées	203	35 000	308 889	308 889
Réseaux d'égout	204	253 319	183 654	280 112
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205		2 254 280	2 164 862
Matières recyclables	206		769 908	724 917
Autres	207			107
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209		15 948	37 912
Autres	210			
	211	618 545	786 463	3 826 599
Santé et bien-être				
Logement social	212			
Sécurité du revenu	213			
Autres	214			2 145
	215			2 145
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216	375 450	330 151	380 003
Rénovation urbaine	217	221 750	151 841	213 497
Promotion et développement économique	218			2 439 884
Autres	219			2 154 434
	220	597 200	481 992	2 747 934
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221	1 688 612	1 766 357	1 994 890
Activités culturelles				
Bibliothèques	222	137 500	189 553	180 717
Autres	223	11 163 549	12 351 885	12 717 288
	224	12 989 661	14 307 795	14 892 895
Réseau d'électricité	225			
	226	22 208 255	23 416 367	32 505 864
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	22 385 540	23 654 188	33 843 367

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	228	1 887 550	2 000 495	1 977 541
Droits de mutation immobilière	229	6 002 000	7 335 920	5 388 153
Droits sur les carrières et sablières	230			
Autres	231			
	232	7 889 550	9 336 415	7 365 694
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	233	6 002 000	6 169 048	6 407 314
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	234	1 096 050	2 037 671	1 493 289
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	235	2 315 050	2 545 096	2 659 111
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236	560 000	159 878	128 085
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		1 116 513	3 338 480
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238		(85 336)	(181 937)
Contributions des promoteurs	239	9 650 000	6 510 871	8 231 145
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	949 198	1 857 172	4 890 785
	245	11 159 198	9 559 098	16 406 558
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	2 505 798	2 236 915	40 595	2 277 510	2 277 510	2 681 430
Greffe et application de la loi	2	5 000 317	5 405 537	111 989	5 517 526	5 517 526	4 381 310
Gestion financière et administrative	3	14 291 649	14 211 380	1 179 139	15 390 519	15 390 519	13 879 431
Évaluation	4	3 784 375	3 157 882	166 071	3 323 953	3 323 953	3 679 520
Gestion du personnel	5	3 502 378	3 157 363	25 473	3 182 836	3 181 808	3 199 263
Autres							
-	6	2 013 221	1 777 142	119 889	1 897 031	1 897 031	1 925 758
-	7						
	8	31 097 738	29 946 219	1 643 156	31 589 375	31 588 347	29 746 712
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	32 191 323	32 504 289	647 386	33 151 675	33 148 509	32 975 347
Sécurité incendie	10	13 850 241	13 443 573	1 344 838	14 788 411	14 786 844	14 420 565
Sécurité civile	11	184 795	665 722	6 947	672 669	665 734	175 330
Autres	12	2 162 313	2 134 974	13 517	2 148 491	2 148 491	1 870 858
	13	48 388 672	48 748 558	2 012 688	50 761 246	50 749 578	49 442 100
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	8 289 537	7 580 393	13 254 476	20 834 869	20 834 869	19 405 680
Enlèvement de la neige	15	14 541 053	15 790 554	596 636	16 387 190	16 387 190	15 876 143
Éclairage des rues	16	1 228 496	1 285 248	1 470 645	2 755 893	2 755 893	2 655 368
Circulation et stationnement	17	2 776 000	2 839 293	857 106	3 696 399	3 696 399	3 331 991
Transport collectif							
Transport en commun	18	6 131 000	6 096 586	5 073	6 101 659	17 969 874	17 013 298
Transport aérien	19	3 073 607	2 906 561	862 107	3 768 668	3 065 090	2 653 860
Transport par eau	20						
Autres	21	3 726 084	3 337 478	232 272	3 569 750	3 569 750	3 581 679
	22	39 765 777	39 836 113	17 278 315	57 114 428	68 279 065	64 518 019

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	6 630 690	6 430 460	2 550 216	8 980 676	8 980 676	8 788 476
Réseau de distribution de l'eau potable	24	5 217 694	4 852 092	4 353 709	9 205 801	9 205 801	8 929 386
Traitement des eaux usées	25	2 891 245	7 594 859	3 176 637	10 771 496	10 771 496	4 615 236
Réseaux d'égout	26	8 183 896	7 408 401	6 403 093	13 811 494	13 811 494	13 363 827
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	2 521 463	2 761 362	44 524	2 805 886	3 040 375	2 671 524
Élimination	28	5 134 999	5 002 658		5 002 658	7 491 144	10 420 864
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	1 930 608	1 648 431	20 159	1 668 590	3 860 950	3 508 429
Tri et conditionnement	30	1 297 841	1 061 605		1 061 605	2 278 276	1 412 249
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33	358 257	143 115		143 115	143 115	142 813
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37	121 647	93 573	85 340	178 913	178 913	210 685
Protection de l'environnement	38	2 118 315	2 145 828	10 095	2 155 923	2 303 468	2 122 815
Autres	39	470 000	460 686	3 494	464 180	1 089 671	858 169
	40	36 876 655	39 603 070	16 647 267	56 250 337	63 155 379	57 044 473
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	1 592 000	1 382 343		1 382 343	1 382 343	1 615 014
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	2 107 542	5 040 908		5 040 908	5 025 908	7 570 387
	44	3 699 542	6 423 251		6 423 251	6 408 251	9 185 401
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	5 321 875	5 143 116	82 124	5 225 240	5 224 745	4 878 128
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46	871 795	808 035		808 035	808 035	1 325 446
Autres biens	47	2 290 000	2 135 744	549 437	2 685 181	2 685 181	1 655 367
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	4 911 933	5 188 862	171 558	5 360 420	8 049 737	7 374 160
Tourisme	49	3 181 248	3 130 927		3 130 927	3 467 064	2 083 681
Autres	50						(385 210)
Autres	51		1 521 502	28 567	1 550 069	1 550 237	2 799 807
	52	16 576 851	17 928 186	831 686	18 759 872	21 784 999	19 731 379

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité							
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	2 614 740	2 639 259	463 326	3 102 585	3 102 585	2 967 144
Patinoires intérieures et extérieures	54	4 887 660	4 833 272	456 032	5 289 304	5 289 304	5 011 366
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 831 416	1 787 934	226 177	2 014 111	2 014 111	2 086 889
Parcs et terrains de jeux	56	7 683 095	7 588 446	3 801 961	11 390 407	11 630 011	10 735 500
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	3 578 463	3 689 459	228 011	3 917 470	3 873 290	3 869 113
Autres	59	676 688	610 404	80 822	691 226	586 238	714 777
	60	21 272 062	21 148 774	5 256 329	26 405 103	26 495 539	25 384 789
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	6 228 998	5 785 298	197 994	5 983 292	2 425 824	2 122 393
Bibliothèques	62	6 033 650	5 965 777	404 395	6 370 172	6 370 172	6 079 357
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	1 234 239	1 234 239	352 070	1 586 309	1 586 309	1 602 707
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	13 637 827	15 353 854	2 191 844	17 545 698	22 752 187	21 551 546
	66	27 134 714	28 339 168	3 146 303	31 485 471	33 134 492	31 356 003
	67	48 406 776	49 487 942	8 402 632	57 890 574	59 630 031	56 740 792
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	9 540 694	9 418 911		9 418 911	11 076 337	10 718 776
Autres frais	70	784 267	768 077		768 077	850 173	862 240
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	275 000	205 000		205 000	214 000	247 000
Autres	72	90 000	45 739		45 739	443 738	477 986
	73	10 689 961	10 437 727		10 437 727	12 584 248	12 306 002
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	75	44 880 275	46 815 744	(46 815 744)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Trois-Rivières

Code géographique : 37067

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018	
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1	4 253 998	4 253 998	12 629 014
	Usines de traitement de l'eau potable	2	677 242	677 242	1 982 627
	Usines et bassins d'épuration	3	6 261	2 622 483	1 972 546
	Conduites d'égout	4	2 615 629	2 615 629	7 043 889
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	655 353	794 269	1 744 174
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	15 337 782	15 337 782	16 788 739
	Ponts, tunnels et viaducs	7			
	Systèmes d'éclairage des rues	8	849 828	849 828	1 550 568
	Aires de stationnement	9	17 027	17 027	3 132 225
	Parcs et terrains de jeux	10	1 221 640	1 221 640	3 789 027
	Autres infrastructures	11	6 688 154	6 885 097	7 164 427
	Réseau d'électricité	12			
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13	1 327 815	6 783 334	7 930 362
	Édifices communautaires et récréatifs	14	31 200 259	33 592 273	17 564 772
	Améliorations locatives	15		78 634	8 144
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16		4 585 114	1 611 541
	Autres	17	1 889 751	2 477 778	1 428 495
	Ameublement et équipement de bureau	18	976 850	2 339 638	1 945 753
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	577 680	1 067 053	2 754 627
	Terrains	20	193 999	748 622	1 413 527
	Autres	21	1 494 581	1 506 345	504 514
		22	69 983 849	88 453 786	92 958 971

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>					
Infrastructures autres que pour nouveau développement					
	Conduites d'eau potable	23	2 793 633	2 793 633	10 770 827
	Usines de traitement de l'eau potable	24	445 529	445 529	1 663 226
	Usines et bassins d'épuration	25	6 261	2 622 483	1 972 546
	Conduites d'égout	26	354 675	354 675	1 883 625
	Autres infrastructures	27	19 987 701	20 323 560	21 044 822
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	28	1 460 365	1 460 365	1 858 187
	Usines de traitement de l'eau potable	29	231 713	231 713	319 401
	Usines et bassins d'épuration	30			
	Conduites d'égout	31	2 260 954	2 260 954	5 160 264
	Autres infrastructures	32	4 782 083	4 782 083	13 124 338
	Autres immobilisations	33	37 660 935	53 178 791	35 161 735
		34	69 983 849	88 453 786	92 958 971

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 695 201	2 837 543	3 926 630	606 114
Réserves financières et fonds réservés	3	1 085 400	84 034	532 022	637 412
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	36 065 522	1 672 090	4 305 076	33 432 536
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	291 821 758	39 178 940	32 710 221	298 290 477
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	330 667 881	43 772 607	41 473 949	332 966 539
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	62 620 472	15 353 216	8 388 053	69 585 635
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11	561 875	365 185	44 486	882 574
	12	63 182 347	15 718 401	8 432 539	70 468 209
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	63 182 347	15 718 401	8 432 539	70 468 209
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec ¹⁵					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16	1 447 092	620 850	736 074	1 331 868
Autres	17	1 890 798	736 074	620 850	2 006 022
	18	66 520 237	17 075 325	9 789 463	73 806 099
	19	397 188 118	60 847 932	51 263 412	406 772 638
Dettes en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	397 188 118	60 847 932	51 263 412	406 772 638

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	339 564 450
--------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	16 134 902
---------------------------------------	---	------------

Activités de fonctionnement à financer	3	401 500
--	---	---------

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	924 271
--	---	---------

Débiteurs	9	58 825 115
-----------	---	------------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	4 271 382
-----------------	----	-----------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	372 177
--	----	---------

Autres		
--------	--	--

- Administration municipale	13	164 300
-----------------------------	----	---------

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	291 543 607
---	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
	16	57 130 117

Endettement net à long terme	17	348 673 724
------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	348 673 724
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	348 673 724
--	----	-------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
	2019	2019	2019	2018
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	6 131 000	6 096 586	
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	2 577 182	2 104 589	
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	8 708 182	8 201 175	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019***Non audité*

		2019	2018
Rémunération	1	2 086 673	2 187 473
Charges sociales	2	449 416	471 454
Biens et services	3	67 390 506	75 694 467
Frais de financement	4	57 254	29 218
Autres	5		
	6	69 983 849	78 382 612

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	209,00	35,00	399 083,00	22 989 507	5 454 179	28 443 686
Professionnels	2	22,00	33,75	41 232,00	1 358 788	286 686	1 645 474
Cols blancs	3	362,00	33,75	665 780,00	19 694 881	4 425 745	24 120 626
Cols bleus	4	212,00	40,00	457 112,00	13 634 753	3 115 953	16 750 706
Policiers	5	183,00	37,80	379 166,00	19 832 895	4 957 494	24 790 389
Pompiers	6	84,00	40,00	179 239,00	5 908 242	1 378 710	7 286 952
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	1 072,00		2 121 612,00	83 419 066	19 618 767	103 037 833
Élus	9	15,00			906 352	314 459	1 220 811
	10	1 087,00			84 325 418	19 933 226	104 258 644

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	358 385	5 524	8 343		372 252
Réseau de distribution de l'eau potable	13	385 345	(6 205)	927 216		1 306 356
Traitement des eaux usées	14	510				510
Réseaux d'égout	15	133 594	1 212 427	2 486 310		3 832 331
Autres	16	12 293 765	14 203 065	541 876		27 038 706
	17	13 171 599	15 414 811	3 963 745		32 550 155

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	120	321
Évaluation	2	2 550	4 192
Autres	3	307 135	372 856
	4	309 805	377 369
Sécurité publique			
Police	5	54 871	61 060
Sécurité incendie	6	301 328	312 444
Sécurité civile	7		
Autres	8	412	952
	9	356 611	374 456
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	2 486 713	2 503 805
Enlèvement de la neige	11	98 210	109 522
Autres	12	424 211	380 920
Transport collectif	13	303 662	335 067
Autres	14	39 991	45 118
	15	3 352 787	3 374 432
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	844 654	909 637
Réseau de distribution de l'eau potable	17	911 551	922 827
Traitement des eaux usées	18	66 464	75 086
Réseaux d'égout	19	1 433 661	1 375 591
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	3 573	2 737
Matières recyclables	21	3 222	
Autres	22		2 146
Cours d'eau	23	26 478	29 038
Protection de l'environnement	24	316	355
Autres	25		
	26	3 289 919	3 317 417
Santé et bien-être			
Logement social	27	4 944	5 919
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	4 944	5 919
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	10 411	17 155
Rénovation urbaine	32	324 388	379 373
Promotion et développement économique	33	235 969	243 824
Autres	34	91 584	97 270
	35	662 352	737 622
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	1 832 436	1 512 755
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	79 719	85 009
Autres	38	549 154	577 801
	39	2 461 309	2 175 565
Réseau d'électricité			
	40		
	41	10 437 727	10 362 780

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	2019		2018
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Lamarche, Jean	90 439	10 520
Bélisle, François	36 346	16 767
Bellemare, Ginette	76 809	16 767
Bellemare, Maryse	36 346	16 767
Carpentier, Dany	36 346	16 767
Cormier, Michel	36 346	16 767
Cournoyer, Daniel	36 346	16 767
Ferron, Claude	36 346	16 767
Fortin, Pierre-Luc	36 346	16 767
Mercure, Mariannick	36 346	16 767
Montreuil, Pierre	36 346	16 767
Renaud-Martin, Valérie	36 346	16 767
Roy, Denis	36 346	16 767
Roy, Sabrina	36 346	16 767
Tremblay, Luc	36 346	16 767

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 <input checked="" type="checkbox"/>	23 <input type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:		
a) du paragraphe 1 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 <input checked="" type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28	<u>40 477 \$</u>
b) du paragraphe 2 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 <input checked="" type="checkbox"/>	30 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31	<u>66 085 \$</u>
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 <input checked="" type="checkbox"/>	33 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	34	<u>669 619 \$</u>
b) autres formes d'aide	35	<u>250 000 \$</u>
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36	.....
Facteur comparatif de 2019	37	.....
Valeur uniformisée	38	.....

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

42 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 _____

b) Date d'adoption de la résolution

45 _____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

OUI

NON

46 47

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 _____ C-2018-0190

b) Date d'adoption de la résolution

49 _____ 2018-02-20

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens		
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 <input type="checkbox"/>	51 <input type="checkbox"/>
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52	_____
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53	_____
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>		
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54	_____
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55	_____
<i>Mesures d'encadrement</i>		
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56	_____
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :		
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57	_____
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58	_____
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :		
- la mort	59	_____
- une blessure grave	60	_____
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61	_____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Trois-Rivières

Code géographique : 37067

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL****À la trésorerie de la Ville de Trois-Rivières,****Opinion**

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel (état) de la **Ville de Trois-Rivières** (Ville) de l'exercice terminé le 31 décembre 2019.

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (exigences légales).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état» du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit de l'état au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de l'établissement de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état pris dans son ensemble est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que le taux global de taxation réel comporte

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Mallette S.E.N.C.R.L., Société de comptables professionnels agréés
CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no : A111750
Trois-Rivières, Canada, 2020-05-14

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Trois-Rivières

Code géographique : 37067

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	170 882 769
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	606 853
Activités de fonctionnement	6	11 475 473
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	182 965 095

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	13 794 472
Égout	11	11 576 607
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	589 785
Autres		
- Insectes piqueurs	14	1 089 258
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	790 000
Service de la dette	18	4 316 017
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	32 156 139
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	280 000
	25	280 000
	26	32 436 139
	27	215 401 234

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	1 590 038
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	1 590 038

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	3 921 657
Cégeps et universités	7	4 345 783
Écoles primaires et secondaires	8	4 007 871
	9	12 275 311

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	13 865 349

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	786 216
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	786 216

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	252 326
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	252 326

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	423 320
	24	423 320
	25	15 327 211

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 7 913 931 957	X 5 1,2202	/100\$ 6 96 565 798				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 1 310 074 232	X 8 1,2410	/100\$ 9 16 258 021				
Immeubles non résidentiels	10 1 848 721 761	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13 336 224 018	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 163 663 000	X 20 1,5702	/100\$ 21 2 569 836				
Immeubles agricoles	22 35 826 500	X 23 0,9762	/100\$ 24 349 738				
Total			25 115 743 393	26 (1 600 000)	27 (800 000)	28 57 539 376	29 170 882 769
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets				
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6								
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9								
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12								
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18								
Autres	19	X 20	/100\$ 21								
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24								
Total			25					26 (.....) 27 (.....) 28	29

Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35								
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38								
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41								
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47								
Autres	48	X 49	/100\$ 50								
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53								
Total			54					55 (.....) 56 (.....) 57	58

	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 ( .....	) 63 ( .....	) 64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(montant fixe)**Par unité de logement**

Eau	1	2 2 4	,	0 0	\$
Égout	2	1 9 3	,	0 0	\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5		,		\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
TR-taxe foncière résiduelle	1,2220	1	
TR-taxe foncière 6 log. et plus	1,2429	1	
TR-taxe foncière TVD	1,5726	1	
TR-taxe foncière non résidentielle	2,4268	1	
TR-taxe foncière industrielle	3,2350	1	
TR-taxe foncière agricole	0,9777	1	
TR-taxe foncière INR 2e strate	2,6691	1	
CAP-taxe foncière résiduelle	1,2327	1	
CAP-taxe foncière 6 log. et plus	1,2537	1	
CAP-taxe foncière TVD	1,5863	1	
CAP-taxe foncière non résidentielle	2,4481	1	
CAP-taxe foncière industrielle	3,2632	1	
CAP-taxe foncière agricole	0,9887	1	
CAP-taxe foncière INR 2e strate	2,6904	1	
TRO-taxe foncière résiduelle	1,2202	1	
TRO-taxe foncière 6 log. et plus	1,2410	1	
TRO-taxe foncière TVD	1,5702	1	
TRO-taxe foncière non résidentielle	2,4232	1	
TRO-taxe foncière industrielle	3,2301	1	
TRO-taxe foncière agricole	0,9762	1	
TRO-taxe foncière INR 2e strate	2,6655	1	
SLF-taxe foncière résiduelle	1,2202	1	
SLF-taxe foncière 6 log. et plus	1,2410	1	
SLF-taxe foncière TVD	1,5702	1	
SLF-taxe foncière non résidentielle	2,4232	1	
SLF-taxe foncière industrielle	3,2301	1	
SLF-taxe foncière agricole	0,9762	1	
SLF-taxe foncière INR 2e strate	2,6655	1	
PDL-taxe foncière résiduelle	1,2282	1	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
PDL-taxe foncière 6 log. et plus	1,2492	1	
PDL-taxe foncière TVD	1,5805	1	
PDL-taxe foncière non résidentielle	2,4392	1	
PDL-taxe foncière industrielle	3,2514	1	
PDL-taxe foncière agricole	0,9826	1	
PDL-taxe foncière INR 2e strate	2,6815	1	
SMC-taxe foncière résiduelle	1,2319	1	
SMC-taxe foncière 6 log. et plus	1,2529	1	
SMC-taxe foncière TVD	1,5852	1	
SMC-taxe foncière non résidentielle	2,4464	1	
SMC-taxe foncière industrielle	3,2610	1	
SMC-taxe foncière agricole	0,9855	1	
SMC-taxe foncière INR 2e strate	2,6887	1	
Taxe d'eau	0,1211	1	minimum 224\$ / unité
Taxe d'eau saisonnier	112,0000	4	par unité
Taxe d'égout	0,1043	1	minimum 193\$ / unité
Taxe d'égout saisonnier	96,5000	4	par unité
Taxe de fosse septique	0,0514	1	minimum 95\$ / unité
Taxe de fosse septique saisonnier	47,5000	4	par unité
Taxe de fosse 20 000 gallons et plus	1 000,0000	4	par unité
Taxe insectes piqueurs	34,0000	4	par unité
Conteneurs à déchets	41,0000	4	par unité
Taxe d'eau au compteur	0,7900	7	par mètre cube
Améliorations locatives		7	divers taux

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	215 401 234
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>1 600 000</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	800 000
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	500 000

Déduire

Taxes d'affaires	5	280 000
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	1 043 845
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	28 955 070
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	790 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>185 632 319</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 11 608 441 468

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1 , 5 9 9 1 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	46 116 850	9 385 526		2 569 836	16 115 021	349 738
De secteur	2	3 892 907	729 549		7 106	94 351	20 764
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	197 911	47 157		786 314	190 811	1 350
Autres	5	936 163	11 301		34	8 758 585	3 157
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7	280 000					
	8	51 423 831	10 173 533		3 363 290	25 158 768	375 009

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	96 233 661	112 137		170 882 769
De secteur	10	7 333 798	3 851		12 082 326
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	3 075 114	17 360		4 316 017
Autres	13	17 337 139	3 743		27 050 122
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				280 000
	16	123 979 712	137 091		214 611 234

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
Catégorie des immeubles non résidentiels :			
- Base imposable jusqu'à 7 000 000 \$: 2.4232 \$ / 100 \$ d'évaluation			
- Base imposable excédent 7 000 000 \$: 2.6655 \$ / 100 \$ d'évaluation			
Catégorie des immeubles industriels :			
- 3,2301 \$ / 100 \$ d'évaluation			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	252 517 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-09	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>292 918 687 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>33 027 857 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>10 258 792 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>450 000 \$</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input checked="" type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Nathalie Cournoyer , atteste que le rapport financier consolidé de Trois-Rivières pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-05-19.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Trois-Rivières.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Trois-Rivières consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Trois-Rivières détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-05-12 11:46:13

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Trois-Rivières

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	Réalizations 2018		Budget 2019	Réalizations 2019		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	271 791 743	271 470 722	280 510 295	62 048 676	302 529 603
Investissement	2	36 332 917	32 375 900	26 576 444	8 604 966	35 181 410
	3	308 124 660	303 846 622	307 086 739	70 653 642	337 711 013
Charges	4	274 728 940	280 382 247	289 226 810	64 982 456	314 179 898
Excédent (déficit) de l'exercice	5	33 395 720	23 464 375	17 859 929	5 671 186	23 531 115
Moins : revenus d'investissement	6 (	36 332 917 ) (	32 375 900 ) (	26 576 444 ) (	8 604 966 ) (	35 181 410)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(2 937 197)	(8 911 525)	(8 716 515)	(2 933 780)	(11 650 295)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	44 880 275	44 880 275	46 815 744	6 168 299	52 984 043
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	280 000		355 000	1 086 748	1 441 748
Remboursement de la dette à long terme	10 (	32 792 414 ) (	32 368 978 ) (	32 847 399 ) (	5 143 921 ) (	37 991 320)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	4 127 825 ) (	3 504 000 ) (	4 133 546 ) (	1 976 688 ) (	6 110 234)
Excédent (déficit) accumulé	12	125 179	(95 772)	6 562 007	(17 855)	6 544 152
Autres éléments de conciliation	13	4 174 876		2 191 738	132 476	2 324 214
	14	12 540 091	8 911 525	18 943 544	249 059	19 192 603
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	9 602 894		10 227 029	(2 684 721)	7 542 308

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2018	2019		2018
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	57 126 701	66 775 205	78 400 529	67 661 351
Débiteurs	2	111 109 983	108 551 908	129 134 410	126 700 054
Placements de portefeuille	3			302 308	284 633
Autres	4	2 442 997	2 720 485	3 580 104	3 302 616
	5	170 679 681	178 047 598	211 417 351	197 948 654
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6				
Dette à long terme	7	336 606 476	337 066 383	403 788 431	394 532 098
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	12 333 000	11 496 000	11 316 000	12 457 000
Autres	9	81 732 428	93 651 806	115 457 595	99 739 292
	10	430 671 904	442 214 189	530 562 026	506 728 390
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(259 992 223)	(264 166 591)	(319 144 675)	(308 779 736)
Actifs non financiers					
Immobilisations	12	892 340 988	915 430 947	1 023 264 603	988 005 482
Autres	13	19 754 084	18 698 419	20 525 710	21 888 779
	14	912 095 072	934 129 366	1 043 790 313	1 009 894 261
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	11 502 086	12 541 044	13 894 098	16 191 043
Excédent de fonctionnement affecté	16	16 747 981	11 842 770	13 456 224	17 710 253
Réserves financières et fonds réservés	17	7 538 220	7 942 165	8 264 777	7 906 520
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	4 113 423 ) (	3 578 029 ) (	4 840 142 ) (	4 381 870)
Financement des investissements en cours	19	(8 394 547)	(14 422 917)	(14 989 016)	(13 347 637)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	628 822 532	655 637 742	708 859 697	677 036 216
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21				
	22	652 102 849	669 962 775	724 645 638	701 114 525

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Litiges et éventualités	23	2 455 981	3 637 135
- Remboursement de la dette	24	606 114	1 695 201
- Élections	25	241 000	595 000
- Étangs aérés	26	2 939 843	4 593 348
- Dépenses de fonctionnement	27	1 400 300	1 728 300
- Déneigement	28	904 000	1 397 000
- Église St-James	29	700 344	460 344
- Redével. premiers quartiers	30	669 538	669 538
- Autres	31	1 925 650	1 972 115
	32	11 842 770	16 747 981
Organismes contrôlés et partenariats	33	1 613 454	962 272
	34	13 456 224	17 710 253
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale			
	35	7 942 165	7 538 220
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36	322 612	368 300
	37	21 721 001	25 616 773

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	291 543 607
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	348 673 724

Extrait du rapport financier, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
		Total	Total
		consolidé	consolidé
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	1 243 526	2 780 601
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	298 290 477	291 821 758
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	33 432 536	36 065 522
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	69 585 635	62 620 472
Autres	8	4 220 464	3 899 765
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	406 772 638	397 188 118

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait du rapport financier, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019	
		Administration	Administration	Administration	Total
		municipale	municipale	municipale	consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	199 360 383	205 846 812	206 043 958	205 394 101
Compensations tenant lieu de taxes	12	13 387 115	14 933 340	15 180 496	14 925 467
Quotes-parts	13				874 728
Transferts	14	14 005 624	9 580 682	13 443 781	21 328 101
Services rendus	15	22 936 970	22 385 540	23 654 188	35 588 540
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	15 255 980	14 987 600	17 543 134	17 571 015
Autres	17	6 845 671	3 736 748	4 644 738	6 847 651
	18	271 791 743	271 470 722	280 510 295	302 529 603
Investissement					
Taxes	19	251 860		10 614	10 614
Quotes-parts	20				
Transferts	21	25 798 308	22 638 400	19 106 374	27 648 805
Autres	22	10 282 749	9 737 500	7 459 456	7 521 991
	23	36 332 917	32 375 900	26 576 444	35 181 410
	24	308 124 660	303 846 622	307 086 739	337 711 013

Extrait du rapport financier, page S12

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale	1	31 097 738	29 946 219	1 643 156	31 589 375	31 588 347	29 746 712
Sécurité publique							
Police	2	32 191 323	32 504 289	647 386	33 151 675	33 148 509	32 975 347
Sécurité incendie	3	13 850 241	13 443 573	1 344 838	14 788 411	14 786 844	14 420 565
Autres	4	2 347 108	2 800 696	20 464	2 821 160	2 814 225	2 046 188
Transport							
Réseau routier	5	26 835 086	27 495 488	16 178 863	43 674 351	43 674 351	41 269 182
Transport collectif	6	9 204 607	9 003 147	867 180	9 870 327	21 034 964	19 667 158
Autres	7	3 726 084	3 337 478	232 272	3 569 750	3 569 750	3 581 679
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	22 923 525	26 285 812	16 483 655	42 769 467	42 769 467	35 696 925
Matières résiduelles	9	11 243 168	10 617 171	64 683	10 681 854	16 813 860	18 155 879
Autres	10	2 709 962	2 700 087	98 929	2 799 016	3 572 052	3 191 669
Santé et bien-être	11	3 699 542	6 423 251		6 423 251	6 408 251	9 185 401
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	5 321 875	5 143 116	82 124	5 225 240	5 224 745	4 878 128
Promotion et développement économique	13	8 093 181	8 319 789	171 558	8 491 347	11 516 801	9 072 631
Autres	14	3 161 795	4 465 281	578 004	5 043 285	5 043 453	5 780 620
Loisirs et culture	15	48 406 776	49 487 942	8 402 632	57 890 574	59 630 031	56 740 792
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	10 689 961	10 437 727		10 437 727	12 584 248	12 306 002
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	235 501 972	242 411 066	46 815 744	289 226 810	314 179 898	298 714 878
Amortissement des immobilisations	20	44 880 275	46 815 744	(46 815 744)			
	21	280 382 247	289 226 810	0	289 226 810	314 179 898	298 714 878

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3